

La préparation de l'après-gaullisme

Résolution politique (extraits) adoptée par le Comité Central du P.C.I.

LA CLASSE ouvrière d'action politique considérablement réduite, dans le régime gaulliste a vu sa capacité tout en montrant, sauf pour la période initiale, une capacité de lutte sur le plan économique quasiment intacte favorisée par l'existence du plein emploi. Le régime gaulliste, par son existence, a suscité une tendance à l'unité d'action de la classe ouvrière, tendance qui manque cependant de vigueur et que ne favorisent pas les politiques des grandes formations ouvrières.

Sur le plan des luttes économiques, en dépit de la résistance de la direction de F.O. à rencontrer les syndicats C.G.T., la pression ouvrière a le plus souvent obtenu ce que se réalise l'unité d'action des organisations syndicales. Mais tandis que la période de plein emploi ne mettait pas trop en lumière les insuffisances de la politique des syndicats, il a suffi d'un retournement encore léger du marché du travail — ce que le patronat appelle la « détente » de ce marché — pour que celles-ci apparaissent intenses.

La période de plein emploi n'a pas été utilisée par les syndicats ouvriers pour s'assurer des garanties pour l'avenir. Par contre, le patronat pendant ce temps, a su multiplier les divisions entre catégories. Ce qui, à présent, divise d'autant plus la classe ouvrière entre les travailleurs à statut (en retard au point de vue salaires, mais que ne menace pas le chômage) et les travailleurs des industries nouvelles en expansion.

Bien que l'ensemble de la classe ouvrière soit sensible aux menaces qui pèsent sur elle, elle ne dispose pas pour son action strictement revendicative des mots d'ordre défensifs simples. De sorte que là où les fédérations ou syndicats appellent les travailleurs à des actions limitées (grèves du 11 décembre 1964, des 27 et 28 janvier 1965), ceux-ci répondent à ces appels — exprimant à la fois ainsi leur mécontentement des conditions qu'ils subissent et leur soutien aux organisations syndicales — mais ces mouvements manquent de vigueur et d'enthousiasme, faute de perspectives.

Jusqu'à présent, d'ailleurs, les mouvements se sont surtout produits, soit parmi les travailleurs à statut, soit dans les industries en déclin où les travailleurs sont immédiatement menacés de la perte de l'emploi. Dans l'automobile, qui a été frappée, les organisations n'ont pas appelé à d'autres mouvements que « des journées d'action » ne dépassant pas des débrayages de quelques heures au maximum, et le conflit chez Peugeot s'est terminé par un lourd échec.

Le mécontentement ouvrier, par la situation et par la politique gouvernementale et patronale, s'en trouve alimenté, mais il ne trouve pas un axe d'action dans la politique des organisations.

LA S.F.I.O.

MENACÉE D'ÉCLATEMENT

SI, dans un régime comme celui de de Gaulle, les hommes politiques de la bourgeoisie et les formations plus ou moins traditionnelles du régime démocratique peuvent se livrer à une hibernation politique aussi longtemps que la bourgeoisie a satisfaction sur le plan des profits, il n'en est pas de même pour les partis ouvriers dont le terrain d'action quotidienne était celui de la défense des intérêts immédiats et des positions de la classe ouvrière dans le cadre de la démocratie bourgeoise. Le régime bonapartiste ne reconnaît pas ce qu'il appelle les « intermédiaires ». Il en résulte que les partis ouvriers se trouvent placés par ce régime dans des conditions de crise chronique qui obligent le mouvement ouvrier à procéder à un réexamen fondamental.

D'autre part, ce même pouvoir s'efforce d'intégrer les organisations syndicales dans son système, d'en faire ses instruments au sein du mouvement ouvrier. Cette politique d'« intégration » du mouvement syndical est en outre impérieusement exigée sur le plan économique par la « politique des revenus ».

Le Parti Socialiste avait été au lendemain de la deuxième guerre mondiale le pivot du plus grand nombre des combinaisons gouvernementales sous la IV^e République, assumant dans une mesure non négligeable le rôle que jouait le parti radical dans la III^e République. Occupant de ce fait de hautes positions dans l'État, ses rangs se remplirent de hauts fonctionnaires, technocrates, administrateurs, etc. Le Parti socialiste disposait encore d'une base électorale ouvrière dans un certain nombre de régions (Nord, Pas-de-Calais) — très minoritaire par rapport à celle du PCF — mais dans les rangs même à l'usine ou à la mine, avait considérablement diminué. L'État, dans une mesure non négligeable, s'était emparé du Parti socialiste.

Lors de l'arrivée au pouvoir de de Gaulle, le Parti socialiste connut une première crise, la rupture du P.S.A. qui s'avéra cependant de faibles dimensions. Dans cette période, Guy Mollet qui croyait utiliser de Gaulle fut en réalité l'instrument de celui-ci pour s'installer sans heurt du côté de la classe ouvrière au pouvoir. Quelques mois plus tard, s'étant consolidé, il poussa Mollet hors du gouvernement et le Parti socialiste se trouva placé dans l'opposition. Par suite de l'échec du « cartel des non », Mollet

commença à tenir davantage compte des aspirations unitaires qui se développaient très lentement dans la classe ouvrière. La « guerre froide », pourrait-on dire, cessa dans les rangs de la classe ouvrière. Cependant, la direction du Parti socialiste n'envisagea jamais la possibilité d'un accord politique de quelque envergure avec le Parti communiste. Depuis un certain temps, Guy Mollet manifeste un intérêt particulier à la crise du stalinisme et laisse entendre qu'il entrevoit des possibilités, mais à long terme.

Mais la composition sociale du Parti socialiste a nourri en lui de forts courants néo-capitalistes pour lesquels la « classe ouvrière » est une notion bien dépassée, et qui sont d'accord avec bien des courants bourgeois et petits-bourgeois, partisans d'un régime présidentiel, assurant un « État fort », une « adaptation » de la démocratie aux conditions actuelles. Pour ces gens-là, un tel régime pourrait être stable, c'est-à-dire avoir une assise de masse, si le Président de la République était élu par une majorité « centre gauche ». L'approche de l'élection présidentielle a fait mûrir la crise au sein du parti socialiste, Guy Mollet a perdu le contrôle d'une grande partie du PS, un danger de scission est apparu avec la proposition Defferre de création d'une « Fédération démocrate socialiste », qui était équivalente à une proposition de dissolution du Parti socialiste, en faveur d'une formation aux structures indéfinies, au programme vague, considérée comme susceptible d'aboutir, lorsque se posera la succession de de Gaulle, à assurer une majorité de voix « centre gauche ».

À la veille de l'ouverture de la campagne présidentielle et dans l'impossibilité de changer de candidat, le Congrès socialiste de Clichy s'est achevé par un compromis favorable à Defferre, mais chacun y a mis plein d'arrière-pensées. Defferre espérait l'emporter définitivement dans le Parti socialiste, ses adversaires n'ayant rien à opposer à sa « fédération démocrate socialiste » ; ceux-ci pensaient que l'échec électoral contribuerait à faire exploser cette « nébuleuse ». De toute façon, le Parti socialiste ne disposant pas de la masse ouvrière, comme les partis socialistes de nombre de pays d'Europe occidentale, il est peu probable que l'équipe Guy Mollet se résigne à une orientation qui mettrait définitivement fin à ce qui reste comme base ouvrière à ce parti. Il est donc probable qu'après l'élection présidentielle, la crise rebondira dans le Parti socialiste, les uns expliquant la défaite par le fait qu'on ne se soit pas suffisamment engagé dans l'orientation Defferre, les autres par le fait qu'on s'y soit trop engagé.

LA CRISE S'AGGRAVE DANS LE P.C.F.

DEPUIS le XVII^e Congrès du PCF se dessine de plus en plus dans celui-ci un profond malaise, se développant sur le fond de la crise internationale du stalinisme, accentué par la mort de Thorez qui a considérablement affaibli l'autorité de la direction, et nourri par l'incapacité de la direction du PCF à faire jouer à son parti un rôle actif dans la vie politique du pays, en dépit de la force électorale dont il dispose. Aujourd'hui le PCF se trouve confronté à deux problèmes politiques importants qui ne peuvent manquer d'approfondir les inquiétudes et les interrogations d'une partie importante des militants qui ont déjà été fortement ébranlés par les conditions de la chute de Khrouchchev.

L'agression impérialiste contre le Vietnam représente un coup considérable contre toute l'orientation de « coexistence pacifique ». Les militants communistes tout en étant associés à cette orientation, conçoivent également la défense de la « paix » comme comportant la défense des États du « camp socialiste ». L'attitude largement passive de l'URSS face aux bombardements du Nord-Vietnam surprend les nombreux militants, et la critique de la gauche sur ce problème acquiert une audience auprès d'eux. Leurs inquiétudes deviennent d'autant plus grandes que cette passivité du gouvernement soviétique est complétée par celle de la direction de leur parti qui, loin de mener une lutte résolue contre le pouvoir gaulliste, se complait à souligner les « aspects positifs » de la politique extérieure de de Gaulle. La direction du PCF reste toujours fidèle à sa vieille politique stalinienne de suivisme systématique des initiatives et calculs de la diplomatie soviétique. Il semble, cependant, qu'on assiste dans la base du PCF à des revendications à l'adresse de la direction pour des manifestations de rue en faveur du Vietnam.

Lié à cette situation, un deuxième problème très important se pose aujourd'hui au PCF, problème dont les répercussions atteindront l'ensemble du mouvement ouvrier français. Il s'agit de la lutte contre le gaullisme et de l'après-gaullisme. Le PCF n'a cessé d'avancer comme solution la « démocratie bourgeoise ». Il se place ainsi sur le même plan que le Parti socialiste et nombre d'autres formations bourgeoises ou petites bourgeoises dites de gauche. La question est rendue d'une actualité sensible par l'approche de l'élection présidentielle. Depuis longtemps, la direction du PCF invoque auprès de sa base « l'unité qui progresse », c'est-à-dire l'unité d'action avec la SFIO. Elle a notamment présenté comme de grands succès, riches d'avenir, les accords locaux conclus lors des dernières élections municipales.

Ces accords, il faut le rappeler, se faisaient dans les meilleurs des cas sur un programme démocratique très modéré et aux conditions de la SFIO. Or, ces accords ont été loin d'entraîner la SFIO ou même la majorité du Parti socialiste. C'est Defferre qui tend à l'emporter dans le Parti socialiste sur une orientation qui ne veut entendre parler d'aucun accord avec le PCF.

La campagne présidentielle sera vraisemblablement engagée tardivement et sans vigueur réelle. En outre, elle se situera dans un contexte international où la direction du PCF accorde un soutien critique à la politique extérieure de de Gaulle. Si l'on ajoute à cela le pro-américanisme du candidat retenu par le PS, son pro-atlantisme, il est probable que de Gaulle bénéficiera d'une audience auprès de la partie la moins solide de l'électorat communiste. Il ne serait pas surprenant d'assister à un glissement en faveur de de Gaulle comme lors du référendum de septembre 1958. Si l'on tient compte que la « justice » de la ligne du PCF est souvent expliquée par la direction par le maintien du corps électoral communiste, on peut s'attendre à ce qu'un échec électoral un peu grave accentue le malaise qui sévit actuellement.

Il faut souligner que les difficultés du PCF se sont accentuées dans ses rapports avec les jeunes générations. Pendant plusieurs années, l'U.E.C. était en opposition ouverte avec la direction du PCF, à la suite des divergences qui s'étaient manifestées et développées pendant la guerre d'Algérie. La direction du PCF était parvenue à reprendre le contrôle de l'UEC, mais il a suffi de peu de mois pour que des divergences apparaissent à nouveau au sein de la nouvelle majorité de l'UEC.

La bureaucratization de l'organisation de la Jeunesse Communiste ne permet pas à la crise d'y prendre à présent une forme semblable à celle qu'a connue l'UEC. Des exclusions, des départs, créent une situation particulière et posent des problèmes nouveaux pour notre organisation.

PERSPECTIVES ET TACHES

LA situation économique reste marquée par les inconnues de la conjoncture mondiale. La classe ouvrière française connaît des difficultés grandissantes, dans ses luttes revendicatives économiques face à des attaques menées conjointement par le patronat et le gouvernement. Le mécontentement des masses pourra se manifester dans certains combats importants, aboutissant dans l'immédiat à des résultats plus ou moins positifs à travers lesquels mûrissent des mouvements d'ensemble.

Sur le plan politique, la situation sera dominée par l'élection présidentielle, puis par les conséquences de celle-ci.

La situation ainsi créée par une défensive sur le plan économique et par l'agitation politique autour de l'élection présidentielle permettra de présenter avec plus de netteté que jamais nos solutions sur les principaux problèmes nationaux et internationaux.

● nécessité de l'unité d'action syndicale contre l'offensive patronale et contre les projets d'intégration du gouvernement et réunification syndicale.

● nécessité du front unique ouvrier PCF-PS, opposé à toutes les combinaisons avec des formations de la bourgeoisie, qu'il s'agisse de la « fédération Defferre » ou d'une « union de la gauche » du type préconisé par la direction du PCF.

● le front unique contre le gaullisme ne peut avoir comme perspective le retour à la démocratie bourgeoise. Il doit se faire sur un programme rassemblant la classe ouvrière, et autour d'elle, les autres catégories de la population laborieuse. C'est pourquoi ce programme doit comprendre des revendications immédiates, des revendications démocratiques, des revendications de transition et des revendications socialistes.

● un tel programme doit avoir pour dénominateur commun le gouvernement front unique des partis ouvriers destiné à commencer la transition du système capitaliste vers un régime de construction du socialisme.

● la réalisation d'un tel programme, l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan ne peut être obtenue par des voies démocratiques, parlementaires, pacifiques, mais par des voies révolutionnaires, par la mobilisation des plus larges masses rassemblées dans des comités appropriés.

● sur le plan international, il faut mettre en avant la lutte contre la guerre nucléaire qui comporte en premier lieu la lutte contre la force de frappe, construite par le pouvoir gaulliste ; un soutien effectif aux luttes anti-impérialistes comme celles du Vietnam et de St. Domingue ; une aide sans contre-partie politique aux pays en voie de développement ; le retrait de l'OTAN, et le refus de tout pacte militaire. Il faut mener une lutte particulièrement vigoureuse pour dénoncer la démagogie gaulliste qui consiste en propos à la fois contre les États-Unis et l'URSS.